

THONON agglomération

ARRETE N° ARR-URB2024.003 PORTANT ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°1 DU PLU DE PERRIGNIER

Vu le Code général des Collectivités territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L153-37 à L153-44 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de PERRIGNIER approuvé par la délibération du 25 janvier 2016,

Considérant la nécessité de modifier le Plan Local d'Urbanisme afin d'ouvrir à l'urbanisation la zone 2AU des Grands Buissons,

Considérant que les modifications envisagées ne sont pas de nature à :

- Changer les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement durables,
- Réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou zone naturelle et forestière,
- Réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,

ARRETE

Article 1 :

En application des dispositions des articles L. 153-37 à L. 153-41 du code de l'urbanisme, une procédure de modification de droit commun^o1 du Plan Local d'urbanisme est engagée.

Article 2 :

Le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU des Grands Buissons et son reclassement en zone Ucom destinée à accueillir une surface commerciale de proximité.

Article 3 :

Le dossier sera notifié aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'urbanisme, en application de l'article L153-40 du Code de l'urbanisme.

Article 4 :

La modification de droit commun n°1 du PLU fera l'objet d'une enquête publique d'une durée d'un mois minimum conformément aux dispositions de l'article L153-41 du Code de l'urbanisme.

Article 5 :

À l'issue de l'enquête, le conseil communautaire délibèrera pour approuver la modification de droit commun n°1 du PLU de Perrignier, éventuellement amendée pour tenir compte des avis émis par les PPA et des observations du public.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire dans le délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de son affichage. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté et/ou de sa date d'affichage, ou à compter de la réponse de M. le Maire en cas de recours gracieux.

Article 6 :

Une copie du présent arrêté sera adressée à M. le Sous-Préfet de Thonon-les-Bains.

Article 7 :

Conformément aux articles R153-1 et R153-21 du Code de l'urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage durant un mois et mention de cet affichage sera effectué dans un journal diffusé dans le département.

Le Président
Christophe ARMINJON

01 MARS 2024

Certifié exécutoire 06 MARS 2024
Affiché le 06 MARS 2024
Notifié le 06 MARS 2024

